



PROCES-VERBAL DE SYNTHÈSE DES OBSERVATIONS

dressé par Monsieur **Daniel DECOURBE**, commissaire enquêteur



ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE RELATIVE AUX DEMANDES :
- D'AUTORISATION DE DÉFRICHER 49ha 44a 10ca POUR UN PROJET DE CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE AU SOL
- DE PERMIS DE CONSTRUIRE UNE CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE AU SOL au lieudit «Laouillé» commune d'ONESSE-LAHARIE (40)

Pétitionnaire: SAS ARKOLIA INVEST 94 représentée par Monsieur Jean-Sébastien BESSIÈRE

Arrêté DDTM/MAP/AJEP/2023-1141 de Madame la préfète des Landes du 31 Août 2023

Destinataires :

- SAS ARKOLIA INVEST 94
- Mme. la préfète des Landes à **MONT DE MARSAN** (2ex dont 1 DDTM40)
- Mme. la présidente du tribunal administratif de **PAU**
- Archives du commissaire-enquêteur

1. PRÉAMBULE

L'enquête publique a pour objet d'assurer la participation et l'information du public ainsi que la prise en compte des intérêts des tiers, lors de l'élaboration des décisions susceptibles d'affecter l'environnement mentionnées à l'article L.123-2 du code de l'environnement.

Les observations et propositions recueillies au cours de l'enquête sont prises en considération par le maître d'ouvrage et par l'autorité compétente pour prendre la décision.

La présente enquête publique unique est préalable aux **autorisations préfectorales de défricher les parcelles 5, 6 et 123 section OA, représentant une superficie de 49ha 44a 10ca au lieudit « Laouillé» commune d'ONESSE-LAHARIE (40) et de construire une centrale photovoltaïque au sol de 28 ha. Les demandes ont été formulées par la SAS ARKOLIA INVEST 94, représentée par Mme MOLLANDIN Marie.**

***L'observation** est la manifestation d'un avis sur le projet ou l'une de ses composantes, avis qui peut être positif, négatif ou indifférent. Lorsqu'elles sont nombreuses et concordantes, les observations peuvent refléter l'opinion générale du public face au projet.*

***La proposition** souvent individuelle mais parfois collective (associations ou groupes de riverains) vise à améliorer certains éléments du projet, notamment environnementaux, mais sans remettre en cause celui-ci ;*

***La contre-proposition**, en revanche, a pour objectif de proposer une solution alternative au projet ou une variante partielle, entraînant de ce fait une modification substantielle de celui-ci, voire une remise en cause. C'est par rapport à cette dernière formulation que le maître d'ouvrage a l'obligation de répondre, soit positivement en utilisant la procédure de suspension de l'enquête publique ou d'enquête complémentaire en application des articles R.123-22 et R.123-23, soit négativement dans le cadre de son mémoire en réponse s'il rejette la contre-proposition.*

Un défrichement consiste à mettre fin à la destination forestière d'un terrain, en détruisant ou pas son état boisé. (article L341-1 du code forestier (nouveau))

2. LES OBSERVATIONS

2.1.- LISTES DES OBSERVATIONS DU PUBLIC

R1 : JAVEL Christian - avis très favorable

INT 1 : CLET, Jean Marie – très citique et défavorable

INT 2 : ROLLIN Gérard (COLAS NA) – favorable (emplois créés pendant travaux)

2.2.- ANALYSE QUANTITATIVE DES OBSERVATIONS

Au cours de ces cinq permanences, le commissaire-enquêteur a reçu qu'une seule personne, le dernier jour, qui a formulé un avis favorable sur le registre.

Deux contributions avaient été transmises par courriel, l'une défavorable au projet, affirmant beaucoup mais ne démontrant pas, l'autre favorable au projet , il s'agissait d'un potentiel fournisseur de services du porteur de projet.

2.3. LES OBSERVATIONS DU PUBLIC PAR THEMES

Le commissaire enquêteur a relevé dix sept thèmes sur les trois contributions du public.

Thèmes abordés	INT1	INT2	R1
Coefficient de compensation forestières doit être de 5	X		
Absence de réponse de la DDTM 40 à la demande de réduction du coefficient de compensation forestière sur les parcelles de compensation écologique (faunistique et floristique)	X		

ANNEXE 6

Contre tout défrichement	X		
Absence de mentions des diplômes des auteurs de l'EI	X		
Les photos du dossier d'EI ne sont pas celles du site	X		
L'ensemble du projet et en zone humide	X		
Les pins sont vieux de plus de 30 ans	X		
L'AIP de juillet 2023 de lutte contre le risque « feu de forêt » n'est pas respecté	X		
Une ZNIEFF de type 2 traverse tout le projet	X		
Les mesures ERC sont inacceptables	X		
Le projet ne respecte pas le SCoT	X		
Le projet est incompatible avec le plan de développement forestier	X		
Le bilan carbone du projet est négatif	X		
Le projet détruit des continuités écologiques	X		
Le projet sera créateur d'emplois (6 personnes à temps plein pendant 3 mois)		X	
Le projet s'il voit le jour générera des revenus pour la commune			X
Un défrichement de 48 ha n'est rien sur les 10000 ha environ de forêt sur la commune			X
TOTAL	14	1	2

2.4.- OBSERVATIONS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Observations du CE	Intentions prise en compte MO	Commentaires du CE
ETUDE D'IMPACT : Le bureau d'études ETEN a procédé à des « copier-coller » de dossiers antérieurs à 2020 sans changer la tournure de la phrase ainsi : page 11 II. 3.1. on peut lire « 23 % électricité à l'horizon 2020 ». Le bureau d'études ETEN n'a pas coordonné ses données		

<p>avec celles du bureau d'architecte l'M IN ARCHITECTURE ainsi page 13 – plan de masse du projet en incohérence avec plan présentée page 15/37 du dossier d'architecte du PC – réserves incendie 120 m3 (60 m3)</p> <p>Le bureau d'études ETEN page 29 El III.3 procédure l'eau sur l'eau n'explique pas comment il calcule les surfaces de zones humides impactées par le projet.</p> <p>Concernant le calcul du coût des mesures compensatoires , les chiffres sont faux , soit il s'agit de coquilles dactylographiques, soit d'erreurs de calcul (Page 136) (48/49 RNT) calcul du montant des mesures compensatoires.</p> <p>Le porteur de projet n'ayant encore totalement établi son mode de compensation du défrichement : paiement au FNF ou compensation par boisement compensateur, l'étude d'impact ne peut établir si les boisements compensateurs vont porter atteintes à l'environnement . ?</p>		
<p><u>RESUME NON TECHNIQUE :</u></p> <p>Les observations précédentes s'appliquent au RNT, de plus :</p> <ul style="list-style-type: none"> → page 7 – ETEN localise SORE au lieu d'ONESSE LAHARIE → page 46 – Mesures de compensation - 4 actions mentionnées 3 seulement décrites → page 48/49 2 tableaux identiques se suivent , des phrases sont troquées, le calcul du montant du coût des mesures compensatoires est faux. 		
<p><u>DOSSIER ARCHITECTE (joint à la demande de PC)</u></p> <p>Le plan de masse (page 15/37) démontre que les préconisations du SDIS 40 n'ont pas été intégrées, : absence de portails tous les 500m (il manque 2 et un est à déplacer.)</p> <p>Le positionnement des extincteurs près de chaque transfo et poste des livraison ne figure sur aucun plan.</p> <p>Il n'est pas établi que vous avez pris en compte le</p>		

phénomène « Inondation par remontée de nappes » auquel peut être soumis le projet ; Pour pallier à ces inondations , les édifices sensibles (transformateurs – poste de livraison) devront être surélevés d'au moins 35 cm., par rapport au niveau actuel du terrain..		
Le SDIS préconise de « maintenir les infrastructures DFCI ». Cette préconisation pourra être réalisée en renforçant la piste externe, si l'ASA DFCI le demande, qu'en pensez-vous ?		

2.5.- OBSERVATIONS DU PUBLIC

Observations du public	Intentions prise en compte MO	Commentaires du CE
INT 1 : Contribution JM CLET		
Coefficient de compensation forestières doit être de 5		
Absence de réponse de la DDTM 40 à la demande de réduction du coefficient de compensation forestière sur les parcelles de compensation écologique (faunistique et floristique)		
Contre tout défrichement		
Absence de mentions des diplômes des auteurs de l'EI		
Les photos du dossier d'EI ne sont pas celles du site		
L'ensemble du projet et en zone humide		
Les pins sont vieux de plus de 30 ans		
L'AIP de juillet 2023 de lutte contre le risque « feu de forêt » n'est pas respecté		
Une ZNIEFF de type 2 traverse tout le projet		

ANNEXE 6

Les mesures ERC sont inacceptables		
Le projet ne respecte pas le SCoT		
Le projet est incompatible avec le plan de développement forestier		
Le bilan carbone du projet est négatif		
Le projet détruit des continuités écologiques		
INT 2 :-Contribution de M. G. ROLLIN		
Notre société COLAS FRANCE, spécialisée dans les travaux de terrassement, plateformes et réseaux, emploie plus de 100 personnes dans le département des Landes. Une part importante de notre activité est liée au développement des énergies renouvelables dans ce département. C'est pourquoi, en tant qu'employeur et entrepreneur du territoire, nous apportons notre soutien plein et entier à ce projet. Il pourrait mobiliser 6 personnes pendant 3 mois environ.		
R1 : JAVEL Christian		
Le projet générera des revenus pour la commune (loyer des parcelles) Les parcelles avaient été impactées par la tempête Klaus de 2009 et partiellement replantées faute de subventions , la commune n'adhérant pas à l'ONF à l'époque.		

3. - NOTIFICATION

Le présent procès-verbal de synthèse des observations a été dressé, conformément à l'article R.123-28 du Code de l'Environnement, par le commissaire-enquêteur afin d'avoir tous les éléments nécessaires pour former son avis, et donner à l'autorité communautaire ces mêmes éléments pour qu'elle puisse prendre sa décision.

Il a été notifié à **Mme Héloïse JOAQUIM, chargée de projets de la Sté ARKOLIA ENERGIES, porteuse d'un pouvoir en bonne et dûe forme pour représenter M.,** qui en a reçu copie, après avoir été informée qu'elle dispose d'un délai de quinze jours pour y répondre, sous la forme d'une délibération du conseil communautaire, signe avec nous le présent document.

A ONESSE-LAHARIE, le 30 octobre 2023 à 10 heures

Le commissaire-enquêteur :

La représentante de la SAS ARKOLIA ENERGIES :

ARKOLIA ENERGIES
 ZA du Bosc
 16, rue des Vergers
 34130 MUDALSON
 Tél. 04 67 40 47 03 - Fax 04 67 40 40 40
 SIRET 509 836 104 00100 - APE 7112B